

Quelle part de leur richesse nationale les pays consacrent-ils à l'éducation ?

- Les pays de l'OCDE consacrent, en moyenne, 6,2 % de leur PIB au financement des établissements d'enseignement.
- Entre 2000 et 2009, les dépenses au titre des établissements d'enseignement, tous niveaux d'enseignement confondus, ont augmenté, en moyenne, de 36 % dans les pays de l'OCDE, reflétant ainsi le fait que les diplômés de l'enseignement secondaire et supérieur sont plus nombreux que jamais.
- Malgré la crise économique, les dépenses tous niveaux d'enseignement confondus ont augmenté entre 2008 et 2009 dans 24 des 31 pays dont les données sont disponibles, alors que le PIB a diminué dans 26 d'entre eux.

Description

Cet indicateur examine la part de la richesse nationale qui est investie dans l'éducation. En d'autres termes, il montre quelle priorité un pays (c'est-à-dire son gouvernement, les entreprises privées, et les élèves/étudiants et leur famille) accorde à l'éducation par rapport aux dépenses globales.

Résultats

Les pays de l'OCDE consacrent, en moyenne, 6,2 % de leur PIB au financement de l'éducation, mais cette proportion varie d'un pays à l'autre : plus de 7 % en Corée, au Danemark, aux États-Unis, en Islande, en Israël et en Nouvelle-Zélande, mais moins de 5 % en Afrique du Sud, en Hongrie, en Inde, en Indonésie, en Italie, en République slovaque et en République tchèque.

Près de 64 % des dépenses à l'échelle de l'OCDE au titre des établissements d'enseignement, soit 4,0 % du PIB, sont consacrées au financement de l'enseignement primaire, secondaire et postsecondaire non supérieur. L'enseignement supérieur absorbe près d'un quart des dépenses cumulées de l'OCDE dans l'éducation, soit en moyenne 1,6 % du PIB. Le Canada, le Chili, la Corée et les États-Unis consacrent entre 2,4 % et 2,6 % de leur PIB aux établissements d'enseignement supérieur. Quatre pays consacrent moins de 1 % de leur PIB aux établissements d'enseignement supérieur : l'Afrique du Sud (0,6 %), le Brésil (0,8 %), l'Indonésie (0,7 %) et la République slovaque (0,9 %). La Belgique, le Brésil, la France, l'Islande, la Norvège, le Portugal, le Royaume-Uni et la Suisse affectent aux établissements d'enseignement supérieur une part de leur PIB qui est inférieure à la moyenne de l'OCDE, mais comptent parmi les pays où la part du PIB consacrée aux établissements d'enseignement primaire, secondaire et postsecondaire non supérieur est plus élevée que la moyenne de l'OCDE.

C'est au niveau préprimaire que les dépenses au titre des établissements d'enseignement varient le plus entre les pays. À ce niveau, elles représentent moins de 0,2 % du PIB en Afrique du Sud, en Australie, en Inde, en Indonésie et en Irlande, mais atteignent ou dépassent 0,9 % au Danemark, en Espagne, en Fédération de Russie, en Islande et en Israël. Toutefois, étant donné que les pays organisent et financent souvent l'enseignement préprimaire de manières très différentes, une certaine prudence s'impose avant de tirer de ces données des conclusions sur les conditions d'accès et la qualité de l'encadrement à ce niveau.

Tendances

Étant donné que les diplômés de l'enseignement secondaire et supérieur ont été plus nombreux que jamais entre 2000 et 2009, de nombreux pays ont investi massivement dans l'éducation durant cette période. Ainsi, tous niveaux d'enseignement confondus, les investissements publics et privés dans l'éducation ont augmenté, en moyenne, de 36 % dans les pays de l'OCDE au cours de cette période.

La crise économique mondiale qui a éclaté en 2008 a eu (et a encore) un effet négatif majeur sur les différents secteurs d'activité. Bien qu'il soit trop tôt pour évaluer avec précision l'impact de la crise dans toute son étendue, il semble que les premières coupes budgétaires ont épargné l'éducation. Israël est le seul pays où les dépenses d'éducation ont régressé en pourcentage du PIB. Entre 2008 et 2009, les dépenses d'éducation ont commencé à régresser en Belgique, en Estonie, aux États-Unis, en Islande, en Italie et au Japon, mais dans une mesure inférieure à la diminution du PIB. C'est ce qui explique pourquoi les dépenses d'éducation ont continué à augmenter en pourcentage du PIB. Dans les autres pays les dépenses d'éducation ont progressé de 4 %, en moyenne.

Définitions

Les données se rapportent à l'année budgétaire 2009 et proviennent de l'exercice UOE de collecte de données statistiques sur l'éducation réalisé par l'OCDE en 2011. Les dépenses au titre des établissements d'enseignement comprennent les dépenses au titre des établissements à vocation pédagogique (soit les établissements qui dispensent directement des cours à des individus dans un cadre collectif organisé ou qui pratiquent une forme d'enseignement à distance) et des organismes qui n'ont pas à proprement parler de vocation pédagogique (ceux qui fournissent des services de cabinet-conseil ou de nature administrative ou professionnelle aux établissements d'enseignement et qui ne se livrent pas directement à des activités d'enseignement).

Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

Pour en savoir plus

Des informations et des notes complémentaires, ainsi qu'une explication détaillée des sources et des méthodes, se trouvent dans l'édition 2012 de *Regards sur l'éducation* (indicateur B2).

Parmi les domaines couverts figurent :

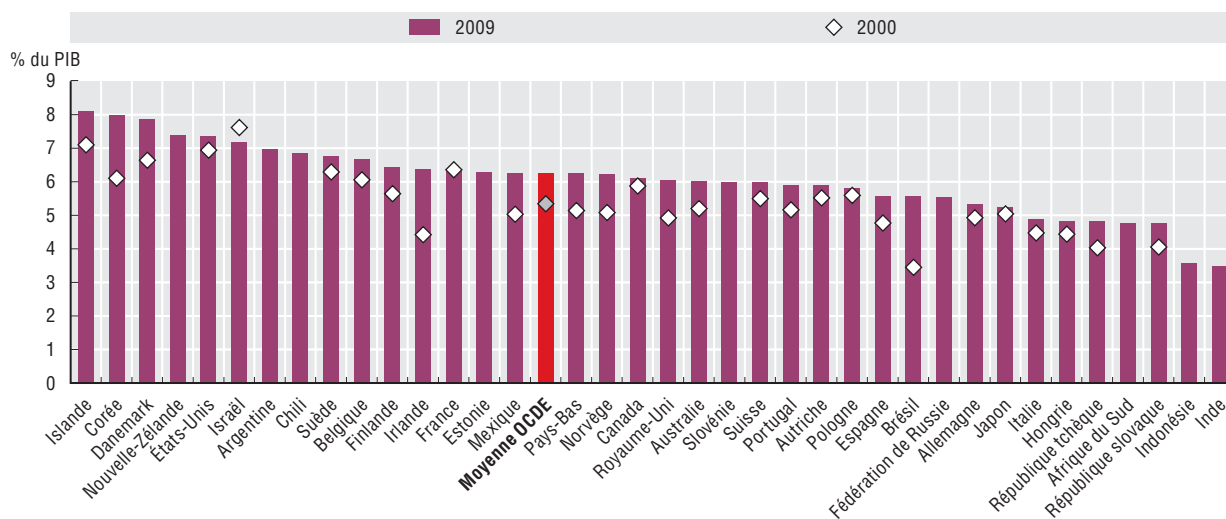
- Les dépenses au titre des établissements d'enseignement en pourcentage du PIB.
- L'évolution des dépenses, 1995, 2000, 2005 et 2008-09.

3. LE FINANCEMENT DE L'ÉDUCATION

Quelle part de leur richesse nationale les pays consacrent-ils à l'éducation ?

Graphique 3.5. Évolution des dépenses d'éducation en pourcentage du PIB (2000, 2009)

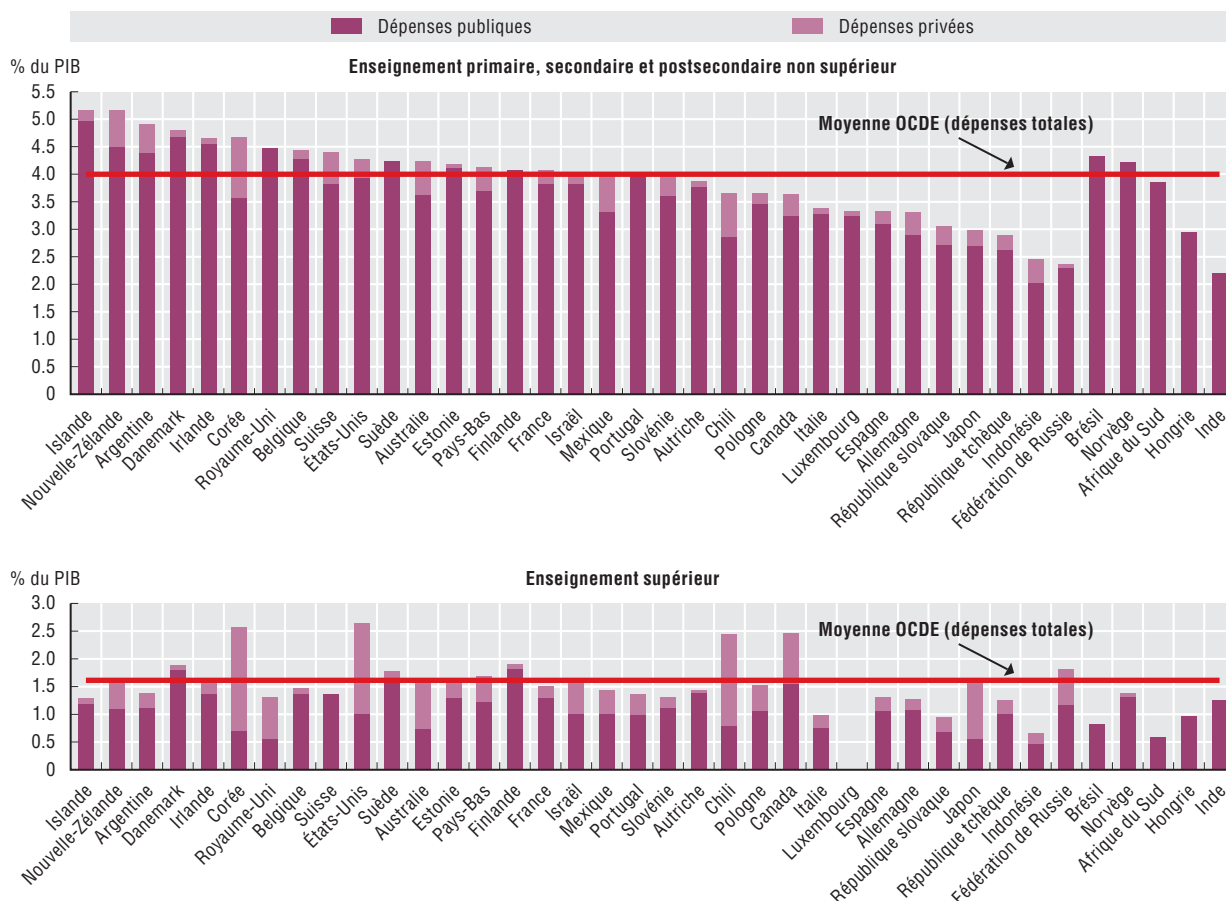
Ce graphique montre la part du revenu national consacrée par les pays au financement des établissements d'enseignement et l'évolution de cette part dans le temps.



Source : OCDE (2012), *Regards sur l'éducation 2012*, tableau B2.1, voir : <http://dx.doi.org/10.1787/888932682568>.

Graphique 3.6. Dépenses en pourcentage du PIB, 2009

Ces graphiques montrent la part du revenu national – dépenses publiques et privées – consacrée à chaque niveau d'enseignement.



Source : OCDE (2012), *Regards sur l'éducation 2012*, tableau B2.3, voir : <http://dx.doi.org/10.1787/888932682606>.



Extrait de :
Education at a Glance 2012
Highlights

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/eag_highlights-2012-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2012), « Quelle part de leur richesse nationale les pays consacrent-ils à l'éducation ? », dans *Education at a Glance 2012 : Highlights*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eag_highlights-2012-18-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.